

**3^{EME} RENCONTRE DU RÉSEAU DES ACTEURS LUTTANT CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE – 12/11/24
COMPTE-RENDU DES ÉCHANGES****Les actus du réseau**

Isabelle MOUTARDE (EDF) : dans le cadre du colloque de l'ONPE (Observatoire National de la Précarité Énergétique) EDF a proposé une visite chez l'équipe de solidarité le 4 décembre dernier.

Vanessa BROSSARD (Fondation Abbé Pierre) : activité de plaidoyer. Redistribution des donateurs pour financer notamment les territoires ruraux dans lesquels le parc privé a une fonction sociale.

Audrey TARAVELE (Habitat et Humanisme) : Habitat et Humanisme met en œuvre BAIL rénov', un dispositif de sensibilisation pour les propriétaires bailleurs et les locataires via des rendez-vous individuels, des sessions collectives de formation et des visites de logement (sans condition de revenus).

Pierre DELPY (Locataires Ensemble) : Locataires Ensemble réalise une grande enquête auprès des locataires pour connaître leurs situations. Plusieurs thématiques : précarité énergétique (en lien avec TEZELOPA) mais aussi de manière plus large : insalubrité et non décence des logements.

Lien vers l'enquête : <https://locataires-ensemble.limesurvey.net/988387?lang=fr>

Rachid GOURINE (SP actions – Territoire Zéro Chômeur) : entreprise à but d'emploi qui embauche et forme des médiateurs en porte à porte. Plusieurs sujets abordés lors de ces démarches d'aller-vers, notamment la précarité énergétique et les nuisibles.

Valentina RETA (Territoire Zéro Exclusion Énergétique - TZEE) : le programme TZEE propose un accompagnement renforcé aux propriétaires occupants pour la mise en œuvre de travaux sur un périmètre de Saint-Priest. Les actions de sensibilisation avec Unis Cité ont démarré à la rentrée.

Tennessee GARCIA (Confédération Syndical des Familles - CSF) : en lien avec la régularisation des charges : la CSF propose un travail renforcé d'accompagnement des locataires (quartier du Tonkin à Villeurbanne + quartier Lyon 9 dans l'espace vie sociale) via des comités de locataires.

Mylène BONITO (Fédération Habitat et Humanisme) : la fédération a proposé 6 évènements à l'occasion de la journée de lutte contre la précarité énergétique : thématique maîtrise de l'énergie et sensibilisation à la précarité énergétique.

Carine TOURE (VOLTALIS) : propose un boîtier pour suivre sa consommation d'énergie.

Muriel SENE (CAF) : dans le cadre de ses actions de lutte contre l'habitat indigne et contre la précarité énergétique, la CAF travaille avec SOLIHA pour les allocataires très modestes.

Camille BAYIRLI (GLH) : le projet avec l'ALEC a démarré. Par ailleurs, GLH poursuit son partenariat avec le PIMMS pour accompagner les locataires dans la régularisation de leurs charges. Même projet que l'an dernier mais ce sont, cette année, les ménages en chauffage individuel qui sont la cible du projet.

Lucas YANEZ (Unis Cité) : la nouvelle promotion de service civique intervient lors d'animations collectives ou individuelles pour sensibiliser sur les questions de précarité énergétique. Ils sont actuellement en recherche de partenaires.

Marion THIVOLET (PIMMS) : automne de l'énergie : informations sur le chèque énergie notamment. Entame une expérimentation avec une maison de la Métropole (MDM) à Villeurbanne sur la question du recours au FSL.

Retours des ateliers

Ci-après vous trouverez, par atelier, le détail des échanges.

Malgré la différence des thématiques abordées, des sujets récurrents sont ressortis de ces échanges, notamment :

- Le besoin de formation des professionnels sur la question de la précarité énergétique (hivernale et estivale)
- La nécessité d'instaurer des dynamiques de travail plus collaboratives en s'appuyant sur des outils communs et partenariaux
- Le besoin de simplifier l'accès aux différentes aides et dispositifs pour les ménages via notamment une meilleure communication et des process allégés.

ATELIER 1 – LA PRECARITE ENERGETIQUE DANS LE LOGEMENT SOCIAL

DIFFICULTES / BESOINS IDENTIFIES	PISTES DE SOLUTIONS
<p>Cumul des précarités (énergétique, numérique, etc.) et impacts conséquents sur la santé mentale des ménages (abandon, incompréhension écogestes et augmentation des tarifs)</p>	<p>Travail d'écoute des travailleurs sociaux à valoriser/faciliter</p>
<p>Problématique de repérage, d'orientation et de suivi des ménages Des difficultés à avoir les bons interlocuteurs pour connaître le contexte et l'historique du patrimoine dans lequel vit le ménage Des canaux de repérage multiples avec de potentiels doublons Pas de suivi et informations contradictoires Orientation et repérage à faciliter</p>	<p>Constituer un annuaire des conseillères sociales / agents des mairies Organiser des réunions territorialisées pour fluidifier les échanges au sujet des dossiers Organiser des temps d'échanges type ateliers/groupes de travail pour travailler sur la méthode Travailler le discours SLIME vis-à-vis des partenaires Réaliser une expérimentation à l'échelle commune/quartier avec étude d'impact</p>
<p>Difficultés liées au logement Bati ancien, potentiellement en attente de rénovation énergétique avec des délais conséquents Non maîtrise du chauffage Disparités : logements diffus ou monopropriétés.</p>	<p>Engagements du bailleur et transparence (temps d'attente avant travaux de réhabilitation, réactivité, réponse) à formaliser</p>
<p>Besoin de formations des acteurs : numérique, utilisation des outils, traduction, etc.</p>	<p>Formation des acteurs : s'appuyer sur les structures compétentes/ connaissance des dispositifs. Formation des relais plusieurs fois par an (en complément d'un livret synthétique)</p>
<p>Problème de communication auprès des locataires : Manque de clarté des courriers de régularisation de charges Difficultés (langue/traduction/aptitude) à comprendre un document (facture, etc.) Besoin d'infos sur les aides et accompagnements Besoin de clarification des devoirs du locataire et du bailleur Comment informer/sensibiliser collectivement les locataires ? Kits éco distribués mais pas installés</p>	<p>Rédiger un « livret locataire » avec toutes les informations nécessaires (aides, accompagnement, interlocuteurs, etc.) Formaliser une méthode commune pour informer les locataires notamment pour les courriers de régularisation. Dans l'aller-vers : faire intervenir une personne extérieure au bailleur et proposer une solution immédiate. Ateliers collectifs : proposer des solutions pour accueillir plus facilement : diner / garde d'enfants + communication multiple : orale, écrite, etc. Vulgariser les documents en s'appuyant sur tous les acteurs locaux Installation du kit en individuel : reprise en main du logement par le locataire</p>

ATELIER 2 – ACCOMPAGNEMENT DES LOCATAIRES DU PARC PRIVE ET MOBILISATION DES PROPRIETAIRES BAILLEURS

DIFFICULTES / BESOINS IDENTIFIES	PISTES DE SOLUTIONS
Temporalités : un temps long pour les travaux, l'accompagnement et l'action judiciaire.	- Réaliser un minimum de travaux
Identification-repérage des logements passoires-bouilloires	- Mobiliser les bases de données : publipostage LOVAC (vacants + passoires), base CEREMA niveau 3 - Communication grand public - Repérage dans le cadre de l'encadrement des loyers : base de données dans laquelle les DPE peuvent apparaitre) : identification des régies - Suivi des consommations (GRDF)
Sensibilisation des intermédiaires (régies, etc.)	- Via le SLIME - Journée organisée par la Métropole courant 2025 (professionnels de l'immobilier, régies, etc.)
Rénovation des copropriétés	- Sensibilisation des professionnels de l'immo et régies sur le sujet - Embarquer les copros dans les travaux via l'ALEC ou SOLIHA - Action collective de locataires : levier important : pression sur les propriétaires
Pression locative / peur des locataires	- Rejoindre un collectif / un syndicat de locataires - S'appuyer sur l'ADIL
Rappel réglementation	- Commission départementale de conciliation - Action judiciaire - Envoi d'un courrier aux PB
Solutions immédiates pour palier la précarité énergétique dans l'attente de travaux	- Apprentissage d'écogestes et Accompagnement : SLIME + Bail rénov - Augmentation des plafonds des dispositifs d'aides et d'accompagnement pour toucher une plus grande partie du public précaire
Liquidités des propriétaires bailleurs	- Aides aux travaux (Conventionnement avec travaux, Ma Prime Rénov, etc.)

**ATELIER 3 – FACILITER LE RECOURS AUX AIDES ET DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LA PRECARITE
ENERGETIQUE****LISTE DES OUTILS ET DISPOSITIFS EXISTANTS**

- VOLTALIS
- Fonds Solidarité Logement (énergie/maintien/accès)
- Délais de paiement mis en place par les fournisseurs
- Kits écogestes
- Fonds urgence impayés bailleurs HLM
- ASLL / DALO
- Histologe
- Stands pédagogiques
- Aller-vers pour expliquer/détecter
- SLIME (visites)
- Chèque énergie + outil de suivi de conso
- Outil de suivi de la consommation (Ecolyo ou fournisseurs)
- Infos vers ALEC
- Aides CCAS / CAF / CPAM / Caisses de retraite / MSA / ASSO (FAP, Secours Pop) / LCC
- Aides rénovation énergétique (MPR, CEE, Ecorénov')
- Aides TZEE
- Fresque précarité énergétique
- Aides action logement
- TZNR – territoire zéro non recours
- PIMMS
- Voisins Malins / Unis Cité / FACE
- Services sociaux des entreprises
- Diagnostic gaz (GRDF)
- ARA / Chantiers acc des compagnons bâtisseurs
- Associations de locataires (CSF, TEZELOPA, ...)
- Fonds travaux (SLIME)
- ADMIL
- Fichiers impayés (pour collectivités)
- GEODIP
- Observatoire national des Bâtiments (ONB) /U.R.B.S.

DIFFICULTÉS IDENTIFIÉES

- Les délais d'instruction et de paiement des aides qui entraînent une augmentation de la dette
- L'obligation de passer par le droit commun (FSL) avant la mobilisation d'autres aides (CARSAT, etc.)
- La détection tardive, via les impayés, donc a posteriori
- Le chèque énergie 2024 et ses difficultés de recours, notamment en tant que nouveau bénéficiaire.

ACTIONS / SOLUTIONS

- Simplifier l'accès aux aides (info/recours)
- Travailler en partenariat plus serré
- Proposer une formation continue sur les aides et les dispositifs
- Davantage mobiliser davantage les habitants
- Améliorer la qualification et l'exploitation des fichiers EDF impayés
- Former au suivi de consommation (gestion et outils) surtout les jeunes
- Cartographier les acteurs

PISTES DE SOLUTIONS

Information

- Augmenter les stands d'informations dans les quartiers les plus concernés (QPV notamment)
- Communiquer sur les différentes aides existantes (FSL, chèque énergie, visite SLIME, etc.)
- Moderniser la communication
- Centraliser l'accès à l'information (informations sur le même site)
- Faire plus d'actions de sensibilisation
- Faire une liste des aides disponibles sur le territoire (montants, conditions d'éligibilité, interlocuteur privilégié)

Prévention

- Mettre en place une politique de prévention
- Améliorer l'utilisation des outils de repérage
- Donner plus de moyens pour les travailleurs sociaux
- Favoriser des actions d'aller-vers coordonnées pour favoriser l'information des habitants
- Animation de réseau type TZNR sur les rencontres de l'accès aux droits (une demi-journée une fois tous les 2 mois sur la précarité énergétique)
- Instaurer des dynamiques de travail plus collaboratives : instances de travail multi partenariales.

Aides

- Proposer l'auto saisie de dispositif financier par le ménage (sans étude sociale)
- Proposer des aides financières mobilisables en amont de la dette
- Créer une plateforme usagers sur les dispositifs d'aides financières ou d'accompagnement
- Améliorer et simplifier l'accès aux aides (chèque énergie + aides FSL) en développant la communication et l'accès direct

ATELIER 4 – BOUILLOIRES THERMIQUES : COMPRENDRE LE PHENOMENE ET APPORTER LES SOLUTIONS A LA PRECARITE ENERGETIQUE ESTIVALE**CONSTATS****Des logements inadaptés**

- Beaucoup de logements sont inadaptés à la chaleur à cause de différents éléments :
 - Pas d'extérieur
 - Pas de protection solaire : patrimoine ou règlement copros
 - Bas de plafond
 - Mauvaise isolation / ventilation
- La morphologie urbaine sur la Métropole peut aussi être problématique : îlots de chaleur urbain et végétation limitée
 - Écart ville/campagne : 10°C.
 - La densité des villes s'aggrave
 - Freins à l'ouverture nocturne : insécurité, moustiques et nuisances sonores

Des ménages en difficulté

- Certaines personnes sont plus vulnérables que d'autres face à ce phénomène :
 - Personnes âgées
 - Jeunes adultes
 - Quartiers politique de la ville
 - Personnes modestes
- La chaleur peut provoquer des effets très néfastes sur la santé physique et mentale.
- Les ménages se tournent vers la climatisation mobile (25% de la population équipée), qui est très chère en termes de consommation et néfaste pour l'environnement.

Il y a eu une certaine évolution dans les aides à la rénovation, la sensibilisation et l'accompagnement des ménages à ce sujet mais c'est encore très peu pris en compte.

CE QUI EXISTE

- Les aides aux travaux (Ma Prime Rénov, Ecorénov, aide à la végétalisation des copropriétés)
- L'accompagnement via les visites SLIME et la possible mobilisation du fonds petits travaux
- Le dispositif « Objectif fraîcheur » de la Ville de Lyon - 14 actions pour mieux vivre les fortes chaleurs
- Le réseau de froid urbain à la Part Dieu

LES PISTES D'ACTION

- **Désaisonnaliser le repérage des ménages en situation de précarité énergétique**
 - Créer un DPE spécifique aux bouilloires thermiques
 - Garder un suivi des personnes qui viennent se rafraichir aux îlots de fraîcheur de la Métropole
 - Faire des campagnes de communication sur Histologe pour le Grand public

- **Sensibiliser, aider et accompagner les ménages**
 - Aider les ménages sur les démarches administratives complexes
 - Porte-à-porte pour apporter des écogestes à mettre en œuvre au quotidien
 - Financer des actes uniques « geste par geste » liés au confort thermique
 - Imaginer des équipements alternatifs dans l'attente de plus grande rénovation
 - Mobiliser des fonds (mécénat, fonds privés)

- **Végétaliser**
 - Obliger à chaque projet de construction/rénovation de planter des arbres avec de la vraie terre végétale
 - Renforcer le suivi du respect des plantation d'arbres dans les nouveaux projets des promoteurs
 - Proposer une végétalisation adaptée au changement climatique

- **Mobiliser les propriétaires bailleurs**
 - **Encourager les échanges sur le sujet entre locataire et bailleur pour « mettre à l'agenda » le sujet et pour qu'il devienne incontournable dans les opérations planifiées**
 - Permettre aux asso des représentants des locataires de s'approprier le sujet pour peser dans les négociations auprès de leur bailleur

- **Sensibiliser les professionnels :**
 - **Formation des professionnels, notamment TS et asso et syndic**
 - Faire le lien avec les acteurs de la santé

- **Proposer des alternatives de vie hors du logement**
 - Lieux de vie collectifs
 - Ressource à partager (type ventilateur)
 - Jardins partagés